

Arrest

nr. 200 713 van 5 maart 2018
in de zaak RvV X / IX

In zake: X

Gekozen woonplaats: ten kantore van advocaat P. ROELS
Capucienenlaan 63
9300 AALST

tegen:

de Belgische staat, vertegenwoordigd door de staatssecretaris voor Asiel en Migratie
en Administratieve Vereenvoudiging.

DE WND. VOORZITTER VAN DE IXde KAMER,

Gezien het verzoekschrift dat X, die verklaart van Nigeriaanse nationaliteit te zijn, op 16 oktober 2017 heeft ingediend om de nietigverklaring te vorderen van de beslissing van de gemachtigde van de staatssecretaris voor Asiel en Migratie en Administratieve Vereenvoudiging van 1 oktober 2017 tot het opleggen van een inreisverbod.

Gezien titel I bis, hoofdstuk 2, afdeling IV, onderafdeling 2, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Gezien de nota met opmerkingen en het administratief dossier.

Gelet op de beschikking van 4 januari 2018, waarbij de terechtzitting wordt bepaald op 31 januari 2018.

Gehoord het verslag van rechter in vreemdelingenzaken M. MILOJKOWIC.

Gehoord de opmerkingen van advocaat P. DE LANGE, die loco advocaat P. ROELS verschijnt voor de verzoekende partij, en van advocaat M. DUBOIS, die loco advocaat C. DECORDIER verschijnt voor de verwerende partij.

WIJST NA BERAAD HET VOLGENDE ARREST:

1. Nuttige feiten ter beoordeling van de zaak

Op 1 oktober 2017 neemt de gemachtigde van de bevoegde staatssecretaris de beslissing tot afgifte van een inreisverbod. Deze bestreden beslissing is gemotiveerd als volgt:

“Aan de Heer/Mevrouw, die verklaart te heten:

Naam : A(...)

voornaam : S(...)

geboortedatum : (...)

geboorteplaats : (...)

nationaliteit : Nigeria

In voorkomend geval, ALIAS:

wordt een inreisverbod voor 3 jaar opgelegd,

voor het grondgebied van België, evenals het grondgebied van de staten die het Schengenacquis ten volle toepassen, tenzij hij/zij beschikt over de documenten die vereist zijn om er zich naar toe te begeven.

De beslissing tot verwijdering van 01/10/2017 gaat gepaard met dit inreisverbod

REDEN VAN DE BESLISSING:

Het inreisverbod wordt afgegeven in toepassing van het hierna vermelde artikel van de wet van 15 december 1980 betreffende de

toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en op grond van volgende feiten:

Artikel 74/11, §1, tweede lid, de beslissing tot verwijdering gaat gepaard met een inreisverbod omdat:

☐ *1° voor het vrijwillig vertrek geen enkele termijn is toegestaan en/of;*

☐ *2° een vroegere beslissing tot verwijdering niet uitgevoerd werd.*

Betrokkene heeft geen gekend of vast verblijfsadres

Redenen waarom hem een inreisverbod wordt opgelegd.

Om de volgende reden(en) gaat het bevel gepaard met een inreisverbod van twee jaar:

Betrokkene heeft niet getwijfeld om op illegale wijze in België te verblijven. Gelet op al deze elementen en op het belang van de immigratiecontrole, is een inreisverbod van 2 jaar proportioneel."

2. Onderzoek van het beroep

2.1. In een enig middel werpt de verzoekende partij het volgende op:

"MOYEN UNIQUE

Pris de la violation de l'art. 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et des articles 7, 9 bis, 51/4 §1 62, 74/13, 74/11 et 74/14 de la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, les articles 10, 11, 23 et 32 de la Constitution, des articles 6 et 9 de la directive 2013/32/UE, de l'article 7 de la directive 2005/85/CE, les articles 3, 4, 8, 13 et 14 de la Convention européenne des droits de l'Homme et ainsi que du principe général de bonne administration et du contradictoire, du principe général de prudence et de minutie et de l'erreur manifeste d'appréciation.

Premier grief

La motivation formelle des actes administratifs constitue une formalité substantielle consistant en l'indication, dans l'instrumentum d'un acte administratif, des motifs de droit, c'est à dire des dispositions normatives dont l'auteur de l'acte fait application, et des motifs de fait, à savoir les circonstances qui ont présidé à son adoption, qui constituent les fondement de cet acte ; Cette obligation a été généralisée par la Loi du 29 juillet 1991 à tous les actes administratifs individuels ; Le but des dispositions légales précitées est d'astreindre l'administration "à fournir au juge une base solide à son contrôle de légalité" et que "l'obligation générale de motiver les actes administratifs en la forme constitue aussi une garantie essentielle pour le bon fonctionnement, c'est- à-dire pour le contrôle de la légalité des actes administratifs" (Dominique Lagasse, la loi du 29/7/1991 , J.T., 1991, page 737) . E. Cerexhe et J. Vande Lanotte rappellent que "Lorsqu'il s'agit de décisions qui ont fait l'objet de discussions au sujet desquelles » l'autorité dispose d'un large pouvoir d'appréciation, la motivation doit être détaillée. ' Dans la justification de l'amendement qui est finalement devenu l'article 3 de la Loi sur la motivation formelle des actes administratifs, on peut lire, "Sila motivation est obligatoire, il doit y avoir un rapport de proportionnalité entre l'importance de la décision et sa motivation". Tel est le sens du membre de phrase: "Elle doit être adéquate". En commission de la chambre, le ministre a estimé que "cette obligation demeure d'ailleurs générale et doit être proportionnelle à l'intérêt et à la portée de la décision" (l'obligation de motiver les actes administratifs, Bruges, La Chartres, 1992, page 6). La motivation formelle doit être adéquate comme le précise l'article 3 de la Loi 29 juillet 1991. Le respect de cette exigence doit s'apprécier au regard du principal objectif de la Loi, à savoir, permettre au destinataire d'un acte administratif de comprendre les raisons de fait et de droit qui ont conduit l'administration à adopter l'acte en question et, par voie de conséquence, lui permettre de mieux apprécier la légalité et la pertinence de cette décision et donc aussi de l'opportunité de le contester en justice. (C.E. 14 juin 2002, n ° 107.842) ; La partie adverse, au sens de l'article 74/11 de la loi du 15 décembre 1980, doit tenir compte lorsqu'elle statue de tous les éléments spécifiques de la cause ; La jurisprudence constante du Conseil du Contentieux des Etrangers contraint l'administration à prendre en compte dans sa décision tous les éléments pertinents qui sont en sa possession au moment du traitement (« Le Conseil entend

rappeler tout d'abord que la légalité d'un acte doit s'apprécier en fonction des documents dont disposait la partie défenderesse au moment où elle a statué. . . » CCE, arrêt n°27.944 du 28.05.2009). En l'espèce, la situation spécifique du requérant se caractérise par : une présence ininterrompue sur le territoire belge depuis de nombreuses années un ancrage socio-affectif durable

- une intégration sociale et des attaches spécifiques avec la Belgique
- la présence de sa famille proche (sa compagne et son enfant) qui sont en séjour régulier en Belgique

Il ne ressort pas de la décision entreprise que la partie adverse a examinée de manière individuelle la situation du requérant et notamment sa situation familiale ; Il en ressort que séparer le requérant reste de sa famille, compte tenu des circonstances spécifiques qui ont été exposées dans la demande d'asile, puisque c'est le requérant, encore mineur, qui a commis un acte irréparable et qui est à la base de la vendetta, constitue immanquablement une violation de l'article huit CEDH, mais également une circonstance spécifique dont la partie adverse devait tenir compte, dans un contexte familial très particulier qu'elle ne pouvait pas ignorer ; De même, la partie adverse n'examine pas de manière adéquate la situation médicale et familiale du requérant au sens article 74/13 visé au moyen ; La partie adverse est tenue par une obligation de minutie, obligation qui doit être examinée en parallèle avec l'article 74/13 ;

Second grief

L'article 41 de la charte consacre le droit de toute personne d'être entendue avant qu'une mesure individuelle qu'il affecterait défavorablement ne soit prise à son encontre ; La décision attaquée rentre assurément dans ce champ. Les considérants 11 et 13 de la directive 2008/115 énoncent : «(11) Il y a lieu d'arrêter un ensemble commun minimal de garanties juridiques, applicables aux décisions liées au retour, afin d'assurer une protection efficace des intérêts des personnes concernées. [...]

[...] (13) Il convient de subordonner expressément le recours à des mesures coercitives au respect des principes de proportionnalité et d'efficacité en ce qui concerne les moyens utilisés et les objectifs poursuivis. [...] Les États membres devraient pouvoir avoir recours à différentes possibilités pour contrôler le retour forcé. [...] L'article 1er de la directive 2008/115 prévoit : «La présente directive fixe les normes et procédures communes à appliquer dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier, conformément aux droits fondamentaux en tant que principes généraux du droit communautaire ainsi qu'au droit international, y compris aux obligations en matière de protection des réfugiés et de droits de l'homme.» L'article 2 de la directive 2008/115 dispose : «1. La présente directive s'applique aux ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier sur le territoire d'un État membre. [...] » En l'espèce, les faits de la cause relèvent du champ d'application de la directive 2008/115 mais également de l'article 41, paragraphe 2, de la [Charte], En l'espèce, il est évident que les droits de la défense de la partie requérante ont été violés, du fait que la partie requérante n'a pas été régulièrement entendue préalablement à la décision entreprise ; La partie adverse viole le principe général du respect des droits de la défense et porte atteinte aux intérêts du requérant tels qu'ils lui sont reconnus par les articles l'article 41 de la charte ; Selon une jurisprudence constante, les droits de la défense, qui comportent le droit d'être entendu et le droit d'accès au dossier, figurent au nombre des droits fondamentaux faisant partie intégrante de l'ordre juridique de l'Union et consacrés par la Charte (voir, en ce sens, arrêt du 18 juillet 2013, Commission e.a./Kadi, C-584/10 P, C-593/10 P et C-595/10 P, non encore publié au Recueil, points 98 et 99 ainsi que jurisprudence citée). Il est vrai également que le respect de ces droits s'impose même lorsque la réglementation applicable ne prévoit pas expressément une telle formalité (voir, en ce sens, arrêt du 22 novembre 2012, M., C-277/11, non encore publié au Recueil, point 86 et jurisprudence citée). La Cour a toutefois déjà considéré que les ^droits fondamentaux, tels que le respect des droits de la défense, n'apparaissent pas comme des prérogatives absolues, mais peuvent comporter des restrictions, à condition que celles-ci répondent effectivement à des objectifs d'intérêt général poursuivis par la mesure en cause et ne constituent pas, au regard du but poursuivi, une intervention démesurée et intolérable qui porterait atteinte à la substance même des droits ainsi garantis (arrêt du 15 juin 2006, Dokter e.a., C-28/05, Rec. p. 1-5431, point 75). En outre, l'existence d'une violation des droits de la défense doit être appréciée en fonction des circonstances spécifiques de chaque cas d'espèce (voir, en ce sens, arrêt du 25 octobre 2011, Solvay/Commission, C-110/10 P, Rec. p. 1-10439, point 63), notamment de la nature de l'acte en cause, du contexte de son adoption et des règles juridiques régissant la matière concernée (arrêt Commission e.a./Kadi, précité, point 102 et jurisprudence citée). L'obligation de respecter les droits de la défense des destinataires de décisions qui affectent de manière sensible leurs intérêts pèse ainsi en principe sur les administrations des États membres lorsqu'elles prennent des mesures entrant dans le champ d'application du droit de l'Union. Lorsque, comme en l'espèce, ni les conditions dans lesquelles doit être assuré le respect des droits de la défense des ressortissants de pays tiers en situation irrégulière, ni les conséquences de la méconnaissance de ces droits ne sont fixées par le droit de l'Union, ces conditions et ces conséquences relèvent du droit national pour autant que les mesures arrêtées en ce sens sont du même ordre que

celles dont bénéficient les particuliers dans des situations de droit national comparables (principe de l'équivalence) et qu'elles ne rendent pas en pratique impossible ou excessivement difficile l'exercice des droits conférés par l'ordre juridique de l'Union (principe d'effectivité) (voir en ce sens, notamment, arrêts du 18 décembre 2008, Sopropé, C-349/07, Rec. p. 1-10369, point 38, ainsi que du 19 mai 2011, Iaia e.a., C-452/09, Rec. p. 1-4043, point 16). Pour autant, s'il est loisible aux États membres de permettre l'exercice des droits de la défense de ces ressortissants selon les mêmes modalités que celles retenues pour régir les situations internes, ces modalités doivent être conformes au droit de l'Union et, notamment, ne pas remettre en cause l'effet utile de la directive 2008/115. C'est donc dans le contexte d'ensemble de la jurisprudence concernant le respect des droits de la défense et du système de la directive 2008/115 que les États membres, dans le cadre de leur autonomie procédurale, doivent, d'une part, déterminer les conditions dans lesquelles doit être assuré le respect du droit, pour les ressortissants de pays tiers en situation irrégulière, d'être entendus et, d'autre part, tirer les conséquences de la méconnaissance de ce droit. Le requérant n'a pas été entendu avant que cette décision soit prise à son encontre. En effet, le questionnaire après arrestation et tout à fait lacunaire, quasiment vide et il ne ressort absolument pas que le requérant a été interrogé quant à son état de santé est quant à sa vie familiale en Belgique ; De plus, ce questionnaire a été mal rempli puisqu'il fait état d'une relation avec une personne à Londres, ce qui est inexact, la compagne se trouvant en Belgique ; Le requérant devait pouvoir avoir la possibilité de s'exprimer et faire valoir ;

- une présence ininterrompue sur le territoire belge depuis de nombreuses années la présence d'une compagne (avec laquelle il y a des relations certes chaotiques mais une relation TOUT de même) et de son enfant en Belgique un ancrage socio-affectif durable une intégration réussie Dès lors la décision n' est pas valablement motivée au sens de l'article 62 visé au moyen ainsi que l'article 74/13 de la loi du 15.12.1980; Pour satisfaire à l'obligation de motivation formelle des actes administratifs, une décision doit faire apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur de manière à permettre aux intéressés de connaître les justifications de la mesure prise et à la juridiction compétente d'exercer son contrôle (voir notamment CCE, arrêt n°9105 du 21 mars 2008, R.D.E. , n°147, 2008, p.65). Partant, la décision attaquée n'est pas adéquatement motivée au regard de l'ensemble des dispositions visées au moyen et particulièrement de l'article 71/14 de la loi de du 15 décembre 1980 et l'article 41 de la charte. Il n'apparaît absolument pas que les éléments d'intégration est relatif à l'article huit de la Convention européenne des droits de l'homme que le requérant invoquait dans le cadre de sa demande neuf bis ont été examiné par la partie adverse, la décision étant totalement stéréotypée quant à ce ; L'absence de toute référence à ces éléments démontre non seulement le caractère strictement stéréotypé de la décision, l'absence de toute enquête effective, mais également la circonstance que la partie requérante n'a effectivement pas été entendue. Ce grief constitue un moyen sérieux.

Troisième grief

la décision entreprise n'est pas conforme aux articles 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 et l'article huit de la Convention européenne des droits de l'homme ; L'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 impose la partie adverse de tenir compte de la situation de santé du requérant et de sa situation familiale au moment où elle prend une décision qui lui est défavorable ; La décision entreprise ne respecte pas le prescrit de cette disposition à tout le moins la motivation de la partie adverse ne permet pas à votre conseil d'exercer son contrôle ; en effet : cette motivation est stéréotypée et se retrouve dans d'autres décisions, qui ne vise pas nécessairement la même situation. on ne peut pas déduire de cette motivation qu'elle prend en compte la situation familiale du requérant en Belgique il n'apparaît pas de la motivation, la décision querellée a pris en considération l'état de santé du requérant et notamment sa capacité à voyager ; La décision viole l'article 74/13 ; La motivation formelle des actes administratifs constitue une formalité substantielle consistant en l'indication, dans l'instrumentum d'un acte administratif, des motifs de droit, c'est à dire des dispositions normatives dont l'auteur de l'acte fait application, et des motifs de fait, à savoir les circonstances qui ont présidé à son adoption, qui constituent les fondement de cet acte ; Cette obligation a été généralisée par la Loi du 29 juillet 1991 à tous les actes administratifs individuels ;

quatrième grief La décision entreprise viole l'article huit de la Convention européenne des droits de l'homme ;

Le requérant, n'ayant pas été entendu, n'a pas eu l'occasion de faire valoir sa situation familiale. En effet le questionnaire qui reprend l'interrogatoire du requérant après son arrestation et pour le moins lacunaire est quasiment vide ; En aucun cas, il ne peut être considéré sur cette base que le requérant a bien été entendu conformément à l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 ; En effet, il est père d'un enfant dont la mère est régulière en Belgique ; Le couple s'est séparé et Madame s'oppose à ce qu'il reconnaisse son enfant ; Le requérant n'a eu de cesse depuis plusieurs mois de tenter de renouer le dialogue avec sa compagne et d'obtenir au moins un droit aux relations personnelles avec son enfant ; De même que la décision entreprise viole l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 parce qu'elle ne tient pas compte de la situation familiale du requérant, elle viole également et pour ces mêmes raisons

l'article huit de la Convention européenne des droits de l'homme. Compte tenu du fait que les exigences de l'article 8 de la CEDH, tout comme celles des autres dispositions de la Convention, sont de l'ordre de la garantie et non du simple bon vouloir ou de l'arrangement pratique (Cour EDH 5 février 2002, Conka 1 Belgique, § 83), d'une part, et du fait que cet article prévaut sur les dispositions de la loi du 15 décembre 1980 (C.E. 22 décembre 2010, n° 210.029), d'autre part, il revient à l'autorité administrative de se livrer, avant de prendre sa décision, à un examen aussi rigoureux que possible de la cause, en fonction des circonstances dont elle a ou devrait avoir connaissance ; En effet, la partie adverse se réfère de manière très générale et stéréotypée à « la vie » « la vie privée » du requérant, de manière stéréotypée et en reprenant le contenu d'un arrêt de la cour européenne des droits de l'homme ; la décision n'appréhende pas correctement la vie familiale du requérant ; La motivation de la décision querellée ne tient compte d'aucun élément individuel et personnel de la situation du requérant, cette motivation stéréotypée pouvant être appliqué à n'importe quelle personne ne se trouvant pas nécessairement dans la même situation ; Des lors, il n'apparaît pas que la situation particulière du requérant a été prise en considération dans tous ses aspects ; La motivation ne peut donc pas être considérée comme valable au sens de l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 ; En l'occurrence, la partie défenderesse ne pouvait ignorer qu'il existait des risques que la prise de l'acte attaqué puisse porter atteinte à un droit fondamental protégé par des instruments juridiques internationaux liant l'Etat belge, à savoir, l'article 8 de la CEDH ; Il lui incombait donc, à tout le moins, de procéder à un examen attentif de la situation et de réaliser la balance des intérêts en présence. En effet, la Cour européenne des droits de l'homme a déjà eu l'occasion de préciser que la "nécessité" de l'ingérence dans le droit à la vie familiale et privée implique que cette ingérence soit fondée sur un besoin social impérieux et soit notamment proportionnée au but légitime recherché. Cela implique que cette ingérence doit être examinée, non sous le seul angle de l'immigration et du séjour, mais également par rapport à l'intérêt réciproque des intéressés à continuer leurs relations et qu'il y a lieu de confronter le but légitime visé avec la gravité de l'atteinte au droit des intéressés au respect de leur vie familiale (cf. Cour EDH, 21 juin 1988, Berrehab/Pays Bas, § 28-29) ; En l'occurrence, la partie adverse n'a pas examiné cette balance ou, si tel est au contraire le cas, il faut en conclure que la décision est totalement disproportionnée ; La partie adverse invoquait aucun élément de sécurité nationale ni d'ordre public qui justifierait qu'elle passe entre l'article huit de la Convention européenne des droits de l'homme ; L'atteinte est disproportionnée ; La partie adverse devait examiner et, le cas échéant, justifier la légitimité de l'atteinte à l'article huit, ce qui n'est pas du tout le cas : il n'y a strictement aucune justification avancée ; On peut dès lors affirmer que la décision entreprise constitue de surcroît dans le chef du requérant un traitement inhumain et dégradant, contraire à l'article 3 CEDH en ce qu'elle le sépare définitivement de son enfant et rend à tout le moins beaucoup plus difficiles ses démarches pour faire valoir ses droits en tant que parent ;”

2.2. De artikelen 2 en 3 van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen, alsook artikel 62 van de Vreemdelingenwet, verplichten de overheid in de akte de juridische en feitelijke overwegingen op te nemen die aan de beslissing ten grondslag liggen, en dat op een “afdoende” wijze. Het afdoende karakter van de motivering betekent dat de motivering pertinent moet zijn, dit wil zeggen dat ze duidelijk met de beslissing te maken moet hebben, en dat ze draagkrachtig moet zijn, dit wil zeggen dat de aangehaalde redenen moeten volstaan om de beslissing te dragen. De belangrijkste bestaansredenen van de motiveringsplicht, zoals die wordt opgelegd door de voormelde wet van 29 juli 1991, bestaat erin dat de betrokkene in de hem aanbelangende beslissing zelf de motieven moet kunnen aantreffen op grond waarvan ze werd genomen, derwijze dat blijkt, of minstens kan worden nagegaan of de overheid is uitgegaan van gegevens die in rechte en in feite juist zijn, of zij die gegevens correct heeft beoordeeld, en of zij op grond daarvan in redelijkheid tot haar beslissing is kunnen komen, opdat de betrokkene met kennis van zaken zou kunnen uitmaken of het aangewezen is de beslissing met een annulatieberoep te bestrijden (RvS 18 januari 2010, nr. 199.583, Staelens).

Artikel 74/11 van de Vreemdelingenwet bepaalt het volgende:

“§ 1

De duur van het inreisverbod wordt vastgesteld door rekening te houden met de specifieke omstandigheden van elk geval.

De beslissing tot verwijdering gaat gepaard met een inreisverbod van maximum drie jaar in volgende gevallen:

1° indien voor het vrijwillig vertrek geen enkele termijn is toegestaan of;

2° indien een vroegere beslissing tot verwijdering niet uitgevoerd werd.

De maximale termijn van drie jaar bedoeld in het tweede lid wordt op maximum vijf jaar gebracht indien:

1° de onderdaan van een derde land fraude heeft gepleegd of andere onwettige middelen heeft gebruikt, teneinde toegelaten te worden tot het verblijf of om zijn recht op verblijf te behouden.

2° de onderdaan van een derde land een huwelijk, een partnerschap of een adoptie uitsluitend heeft aangegaan om toegelaten te worden tot verblijf of om zijn recht op verblijf in het Rijk te behouden.

De beslissing tot verwijdering kan gepaard gaan met een inreisverbod van meer dan vijf jaar, indien de onderdaan van een derde land een ernstige bedreiging vormt voor de openbare orde of de nationale veiligheid.

§ 2

De minister of zijn gemachtigde onthoudt zich er van een inreisverbod op te leggen wanneer hij het verblijf van de onderdaan van een derde land overeenkomstig artikel 61/3, § 3, of 61/4, § 2 beëindigt, onverminderd § 1, tweede lid, 2°, op voorwaarde dat hij geen bedreiging vormt voor de openbare orde of nationale veiligheid.

De minister of zijn gemachtigde kan zich onthouden van het opleggen van een inreisverbod in individuele gevallen, omwille van humanitaire redenen.

§ 3

Het inreisverbod treedt in werking de dag waarop de beslissing met betrekking tot het inreisverbod wordt betekend.

Het inreisverbod kan niet ingaan tegen de bepalingen betreffende het recht op internationale bescherming, zoals gedefinieerd in de artikelen 9ter, 48/3 en 48/4."

Artikel 74/13 van de Vreemdelingenwet bepaalt het volgende:

"Bij het nemen van een beslissing tot verwijdering houdt de minister of zijn gemachtigde rekening met het hoger belang van het kind, het gezins- en familieleven en de gezondheidstoestand van de betrokken onderdaan van een derde land."

2.3. Met het oog op een goede rechtsbedeling worden alle middelonderdelen gezamenlijk besproken. Het eerste, tweede, derde en vierde middelonderdeel betreffen alle in hoofde artikel 74/13 van de Vreemdelingenwet en artikel 8 van het Europees Verdrag tot bescherming van de Rechten van de Mens en de fundamentele vrijheden (hierna: het EVRM). Deze artikelen dienen te worden bekeken in het licht van de motiveringsplicht, de hoorplicht en artikel 74/11 van de Vreemdelingenwet.

De verzoeker stelt vooreerst dat hij nooit, althans niet voldoende, is gehoord geweest betreffende zijn familieleven in de zin van de artikelen 74/13 van de Vreemdelingenwet en artikel 8 van het EVRM. Hij zou door de bestreden beslissing worden gescheiden van zijn kind en de motivatie van de bestreden beslissing zou ook stereotiep zijn. De verzoeker erkent dat er zich in het administratief dossier een administratief verslag van 1 oktober 2017 bevindt maar dat dit onvolledig en onjuist is. Verzoeker stelt dat zijn partner zich niet, zoals het verslag stelt, in Londen bevindt maar in België.

Blijkens het administratief dossier heeft verzoeker bij zijn interceptie door de Leuvense politie op 1 oktober 2017 de kans gehad zijn persoonlijke situatie te duiden. In het administratief verslag, dat zich in het administratief dossier bevindt, van 1 oktober 2017, kan het volgende gelezen worden: *"Zijn verklaringen interpreteren we als volgt: (...) Verdachte heeft een vriendin maar deze woont in Londen. Volgens verdachte zou hij een kindje hebben maar heeft sinds drie jaar geen band met het kind. Hij zou naar eigen zeggen op termijn trouwen met zijn vriendin die in Londen woont"*.

De Raad is in de uitoefening van zijn wettelijk toezicht enkel bevoegd om na te gaan of deze overheid bij de beoordeling van de aanvraag is uitgegaan van de juiste feitelijke gegevens, of zij die correct heeft beoordeeld en of zij op grond daarvan niet op kennelijk onredelijke wijze tot haar besluit is gekomen (RvS 7 november 2001, nr. 101.624). De Raad is niet bevoegd om zijn beoordeling in de plaats te stellen van die van de administratieve overheid. Betreffende het bovenstaande kan de Raad enkel akte nemen van hetgeen de verzoeker in het administratief verslag heeft verklaard. Op deze manier beperkt de verzoeker zich enkel tot beweringen die hij niet met enig begin van bewijs staft betreffende de woonplaats van zijn partner die toch België zou zijn. Hij toont derhalve niet aan dat het hier foutieve gegevens betreft en bovendien maakt hij niet aannemelijk waarom hij niet in staat was om hieromtrent de correcte verklaring te geven.

Verder stelt de verzoeker dat het administratief verslag onvolledig is nu hij niet de kans heeft gehad om zich uit te drukken over zijn verblijf in België gedurende vele jaren, de moeder van zijn kind met wie het contact troebel is, zijn sociale banden en zijn geslaagde integratie.

Dienaangaande dient te worden gesteld dat de verzoeker in de eerste plaats niet aantoont waarom hij niet in de mogelijkheid was om de bovenstaande elementen kenbaar te maken op het moment dat hij werd gehoord. Vervolgens dient te worden opgemerkt dat de verzoeker geen enkel begin van bewijs bijbrengt om de bovenstaande beweringen te staven.

Waar verzoeker nog stelt dat er niet voldoende rekening is gehouden met zijn gezinsleven, dient te worden gesteld dat het in de eerste plaats aan de verzoeker is om aan te tonen dat hij een gezinsleven leidt dat valt onder de bescherming van artikel 8 van het EVRM. Verzoeker toont echter op geen enkele concrete wijze aan dat hij een dergelijk gezinsleven leidt. Verzoeker voert zelf aan in het verzoekschrift dat de relatie met zijn vroegere vriendin getroebleerd is en dat hij toenaderingspogingen onderneemt met betrekking tot haar kind waarvan hij voorhoudt dat hij de vader ervan is. Voorts wordt helemaal niets bijgebracht dat dit betoog ondersteunt zoals een bewijs van een biologische band of affectieve banden met een kind, zelfs geen minimale indicaties zoals namen van deze vroegere vriendin en haar kind, adres, ... Het administratief dossier bevat ook geen aanwijzingen van een gezinsleven met een kind. Integendeel blijkt uit supra dat verzoeker verklaard heeft dat hij sedert drie jaar geen band heeft met zijn kind. Derhalve kan geen schending worden weerhouden van artikel 8 van het EVRM en van de belangenafweging die er volgens verzoeker mee gepaard gaat.

Waar verzoeker nog aanstipt dat de bestreden beslissing op een stereotiepe wijze naar verzoekers privéleven verwijst, dient de Raad op te werpen dat hij niet inziet op welke passage van de bestreden beslissing verzoeker doelt. Verzoeker preciseert het niet en het komt niet aan de Raad toe om op dit punt te gaan gissen wat verzoeker precies bedoelt.

Gelet op het bovenstaande kan het enig middel niet worden aangenomen

OM DIE REDENEN BESLUIT DE RAAD VOOR VREEMDELINGENBETWISTINGEN:

Enig artikel

Het beroep tot nietigverklaring wordt verworpen.

Aldus te Brussel uitgesproken in openbare terechtzitting op vijf maart tweeduizend achttien door:

dhr. M. MILOJKOWIC,

wnd. voorzitter, rechter in vreemdelingenzaken,

mevr. K. VERHEYDEN,

griffier.

De griffier,

De voorzitter,

K. VERHEYDEN

M. MILOJKOWIC